

# Antitrust : Google et l'Europe mettent un terme à leur différend

Comme [la rumeur](#) le faisait entendre, **Google et la Commission européenne ont conclu un accord**, qui met un terme à l'enquête ouverte en novembre 2010 par Bruxelles dans la recherche et la publicité en ligne. En l'absence de **règlement amiable**, Google s'exposait à une investigation approfondie susceptible de déboucher sur une amende pouvant atteindre 10% de son chiffre d'affaires annuel mondial.

## Google s'engage sur 5 ans

Après **deux propositions rejetées par Bruxelles** et les concurrents de Google, la firme américaine accusée d'abus de position dominante et pratiques anticoncurrentielles par ses rivaux a récemment présenté une troisième proposition. La Commission s'intéresse essentiellement aux liens mis en avant par Google lors l'une recherche verticale pour assurer à ses services « *un traitement préférentiel* ».

Selon l'accord conclu, Google pourra ajouter de nouveaux services ou modifier sa page de recherche, à la condition d'**afficher au moins trois résultats de services concurrents à côté des siens**. Par ailleurs, le prix minimum payé par les annonceurs pour apparaître sur des catégories et termes spécifiques de recherche a été fixé à **3 centimes d'euro, au lieu de 10**. Google s'engage pour une durée de cinq ans.

## La concurrence sceptique

« *La nouvelle proposition de Google obtenue après des discussions longues et difficiles répond désormais aux préoccupations de la Commission* », a déclaré ce mercredi 5 février, **Joaquín Almunia**, commissaire à la concurrence. « *Sans empêcher Google d'améliorer ses propres services, elle offre aux utilisateurs un véritable choix entre des services concurrents présentés de manière comparable.* »

Les rivaux de Google, qui n'ont pas été consultés sur la dernière proposition du groupe, restent sceptiques. « **Envisager un règlement sans consulter les parties prenantes constitue pour nous un échec retentissant**. Les plaignants et autres parties prenantes doivent être en mesure d'étudier les engagements de Google et non se contenter de l'analyse de la Commission qui considère qu'ils vont être efficaces », souligne dans un communiqué Icomp, réseau d'entreprises soutenu par Microsoft.

« *Des analyses approfondies du marché ont prouvé que les propositions précédentes ne fonctionneraient pas. Nous avons besoin de temps pour étudier techniquement l'efficacité potentielle des nouveaux remèdes proposés* », ajoute le lobby.

---

**En complément :**

[- Antitrust Europe : ce que propose Google](#)